

# Règlement de consultation












■ Étude topographique de la baie  
d'Aiguillon par photogrammétrie et  
LiDAR aérien

Marché 2025.00020.00.17.00

Date limite de remise des offres :

23 septembre 2025 à 12h00

## POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Services</p> <p><u>Objet</u> : Étude topographique de la baie d'Aiguillon par photogrammétrie et LiDAR aérien</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Université de La Rochelle 23 avenue Albert Einstein BP 33060 17031 - La Rochelle</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p><a href="https://www.marches-publics.gouv.fr/">https://www.marches-publics.gouv.fr/</a></p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante autorisée n'est prévue.</p> <p>Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative.</p> <p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 71355100-2 : Services de photogrammétrie</p>

# Sommaire

<b>1. Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1. 1. Objet de la consultation .....	4
1. 2. Codes CPV.....	5
1. 3. Durée.....	5
1. 4. Dossier de consultation .....	6
<b>2. Conditions de la consultation.....</b>	<b>6</b>
2. 1. Procédure de passation .....	6
2. 2. Allotissement .....	6
2. 3. Négociation.....	6
2. 4. Renseignements complémentaires .....	6
<b>3. Présentation de la candidature .....</b>	<b>7</b>
3. 1. Dossier de candidature.....	7
3. 2. Sous-traitance.....	8
3. 3. Groupements d'opérateurs économiques .....	8
<b>4. Présentation du dossier d'offre .....</b>	<b>9</b>
4. 1. Variantes.....	10
4. 2. Prestations supplémentaires éventuelles.....	10
4. 3. Délai de validité.....	10
<b>5. Critères d'attribution et choix de l'offre.....</b>	<b>10</b>
<b>6. Modalités de remise des plis .....</b>	<b>12</b>
<b>7. Attribution du marché.....</b>	<b>13</b>
<b>8. Litiges et différends.....</b>	<b>13</b>

# 1. Dispositions générales

## 1. 1. Objet de la consultation

**Objet des services :** Étude topographique de la baie d'Aiguillon par photogrammétrie et LiDAR aérien.

La réalisation d'une étude topographique à marée basse de la baie de l'Aiguillon par photogrammétrie et LIDAR aérien dans le cadre du projet LIFE MARAISILIENCE.

Les deux relevés topographiques seront réalisés respectivement au mois de septembre ou octobre 2025, puis au mois de septembre ou octobre 2027, au cours d'une plage météorologique favorable et après l'obtention des autorisations nécessaires. Le prestataire devra remettre l'étude finalisée, comprenant un bilan du travail effectué, les documents et données produits, au plus tard le 15 décembre 2025, et le 15 décembre 2027.

### **Nature des travaux :**

Il s'agit d'effectuer l'acquisition de données à marée basse de la baie de l'Aiguillon en vue de réaliser une topographie précise des estrans par photogrammétrie et LIDAR aérien. Plusieurs phases sont définies :

- (1) Présentation par le prestataire retenu des modalités de mise en œuvre de la mission auprès du maître d'ouvrage au démarrage de l'étude ;
- (2) Acquisition d'un semis de points issus des levés topographiques obtenus par photogrammétrie et LIDAR aérien ;
- (3) Réalisation d'un modèle numérique de terrain des estrans de la baie de l'Aiguillon obtenu à partir du semis de points issus des levés topographiques ;
- (4) Restitution de la méthodologie utilisée pour assurer la reproductibilité des mesures et des traitements et restitution des résultats topographiques sous format numérique et papier.

### **Description du mode d'exécution des travaux :**

- *Précision attendue*

L'objectif est d'obtenir à moindre coût un plan de la zone traitée permettant une définition précise de la topographie.

La précision de mesure attendue pour la coordonnée altimétrique de 10 cm (Z) et de 50 cm pour les coordonnées géographiques (X, Y).

La combinaison des deux procédés d'acquisition aérienne (photogrammétrie et LIDAR aérien) est recommandée pour obtenir des données comparables aux études topographiques réalisées en 2016 et 2021 sur la même zone.

Néanmoins, d'autres propositions techniques peuvent être formulées si les résultats de cette prestation garantissent une comparaison avec les données topographiques antérieures.

La technique de levées topographiques doit être précisé dans le dossier de candidature.

- *Semis de points*

Il s'agit de disposer d'un semis de points côtés de la zone d'étude. La superficie à couvrir est d'environ 7 000 ha. Les levés seront rattachés pour les coordonnées X, Y au système Lambert 93 et au NGF pour les altitudes. La densité des semis de points doit être précisée dans le dossier de candidature, mais devra respecter à minima les précisions attendues précisées ci-dessous.

- *Modèle numérique de terrain*

Il s'agit d'établir un relevé numérique de terrain (MNT) sur la base de l'ensemble des points relevés sur le terrain. Le MNT portera sur tous les éléments acquis lors de l'expertise. Les levés seront rattachés pour les coordonnées X, Y au système Lambert 93 et au NGF pour les altitudes.

#### **Restitution des travaux :**

- *Restitution papier*

La couverture du rapport papier final devra porter le logo de La Rochelle Université, commanditaire, ainsi que faire mention de l'intitulé du Life (LIFE MARAISILIENCE 101157607-LIFE23-GOV-FR-MAR AISILIENCE) accompagné des logos du LIFE MARAISILIENCE et de l'UE. Le format à respecter sera fourni par le maître d'ouvrage.

Ce rapport devrait préciser la méthode de travail, les difficultés rencontrées, etc., ainsi qu'un aperçu cartographique de la donnée produite.

- *Restitution informatique*

Format : fichier numérique comportant les informations topographiques au format LAS ou texte tabulé pour le nuage de points ; GRID ASCII ou GeoTIFF pour le MNT.

- *Cadre réglementaire du projet*

Ces travaux peuvent nécessiter l'obtention d'une autorisation administrative des gestionnaires de la Réserve naturelle nationale, s'ils prévoient un survol par aéronefs motopropulsés de la réserve à une hauteur du sol inférieure à 300 mètres.

Cette disposition n'est pas applicable aux aéronefs d'Etat en nécessité de service, aux opérations de police, de sauvetage ou de gestion de la réserve naturelle (article 21 du décret n° 96-613 du 9 juillet 1996 portant création de la réserve naturelle de la baie de l'Aiguillon (Vendée) ; article 22 du décret n° 99-557 du 2 juillet 1999 portant création de la réserve naturelle de la baie de l'Aiguillon (Charente-Maritime)).

L'éventuelle obtention de cette autorisation administrative des gestionnaires de la Réserve naturelle nationale sera assurée par le prestataire retenu.

Des tests de calage pourront être réalisés entre le prestataire et le maître d'ouvrage.

## **1. 2. Codes CPV**

Le code CPV principal du marché est le suivant : 71355100-2 - Services de photogrammétrie

#### Code(s) CPV secondaire(s) :

- 71354200-6 - Services de cartographie aérienne
- 72310000-1 - Services de traitement de données

## **1. 3. Durée**

Durée : Le marché est conclu pour une durée de 36 mois.

La durée du marché commence à courir à partir de la notification.

Délai d'exécution : Le premier relevé topographique sera réalisé au mois de septembre ou octobre 2025, au cours d'une plage météorologique favorable et après l'obtention des autorisations nécessaires.

Le prestataire devra remettre l'étude finalisée, comprenant un bilan du travail effectué, les documents et données produits, au plus tard le 15 décembre 2025.

Le second relevé topographique sera réalisé au mois de septembre ou octobre 2027, au cours d'une plage météorologique favorable et après l'obtention des autorisations nécessaires.

Le prestataire devra remettre l'étude finalisée, comprenant un bilan du travail effectué, les documents et données produits, au plus tard le 15 décembre 2027.

## **1. 4. Dossier de consultation**

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## **2. Conditions de la consultation**

### **2. 1. Procédure de passation**

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

### **2. 2. Allotissement**

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché pour la raison suivante : L'acheteur est dans l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes compte tenu de l'objet même des prestations.

### **2. 3. Négociation**

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

### **2. 4. Renseignements complémentaires**

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent

impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

## 3.Présentation de la candidature

### 3. 1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants. Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
2	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En application des articles L. 113-13 et D.113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;

- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

### 3. 2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

### 3. 3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.



Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
- 2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 4. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants. Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	Le mémoire technique

#### 4. 1. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

#### 4. 2. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

#### 4. 3. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

### 5.Critères d'attribution et choix de l'offre

L'acheteur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
1	Prix	60
	<p><i>Le prix de la prestation sera apprécié au vu de la proposition financière détaillée du candidat.</i></p> <p><i>Le critère de prix est noté sur 20.</i></p> <p><i>La note correspondante à ce critère est calculée avec 2 décimales selon la formule : Note de l'offre = 20 x (prix du moins disant/prix de l'offre considérée)</i></p>	
2	Valeur technique de l'offre	30
	<p><i>Chaque sous-critère se verra affecter une note de 0 à 3 selon le barème suivant :</i></p> <p>☐ « 0 » pour un élément absent ou ne répondant pas aux exigences ;</p> <p>☐ « 1 » pour un élément présent mais traité superficiellement ou répondant partiellement aux exigences ;</p> <p>☐ « 2 » pour un élément présent mais perfectible ou répondant de façon satisfaisante aux exigences ;</p> <p>☐ « 3 » pour un élément présent, complet et pertinent ou répondant de façon très satisfaisante aux exigences.</p>	

	<i>La note de la valeur technique de l'offre est la somme des valeurs attribuées à chaque sous-critère ramenée sur 20 et calculée avec 2 décimales, selon la formule :  Note = (20 x nombre de points obtenus) / nombre de points obtenus par la meilleure offre.</i>	
2.1	Moyens techniques mis en oeuvre pour la prestation	10
2.2	Moyens humains mobilisés pour la prestation	10
2.3	Méthodologie appliquée à chaque étape de la mission, calendrier et analyses	10
3	Performance en matière de protection de l'environnement	10
	<i>Chaque sous-critère se verra affecter la note de 0 à 3 selon le barème suivant :</i>  <input type="checkbox"/> « 0 » pour un élément absent ou ne répondant pas aux exigences ;  <input type="checkbox"/> « 1 » pour un élément présent mais traité superficiellement ou répondant partiellement aux exigences ;  <input type="checkbox"/> « 2 » pour un élément présent mais perfectible ou répondant de façon satisfaisante aux exigences ;  <input type="checkbox"/> « 3 » pour un élément présent, complet et pertinent ou répondant de façon très satisfaisante aux exigences.  <i>La note de ce critère est la somme des valeurs attribuées à chaque sous-critère ramenée sur 20 et calculée avec 2 décimales, selon la formule :  Note = (20 x nombre de points obtenus) / nombre de points obtenus par la meilleure offre</i>	
3.1	Dispositions entreprises pour limiter le dérangement et les impacts environnementaux sur le site	5
3.2	Dispositions générales mises en oeuvre par le candidat en matière de développement durable (fourniture utilisées, labels ...)	5
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

## 6. Modalités de remise des plis

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

### **Transmission par voie électronique**

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### **Copie de sauvegarde**

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de

dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

## 7. Attribution du marché

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## 8. Litiges et différends

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

**Tribunal administratif de POITIERS**

**Tél. : 05.49.60.79.19**

**Email : greffe.ta-poitiers@juradm.fr**

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

**Comité consultatif inter-régional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics**

**Tél. : 05 54 68 99 56**

**Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr**

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



**D'ici  
on voit  
+ loin !**

**La Rochelle Université**

Service Achats-Marchés  
23 avenue Albert Einstein  
BP 33060  
17031 La Rochelle



**univ-larochelle.fr**